

①

Débat N°14 : Taxation des successions donations à partir du 1^{er} euro :

J Cabanal

Merci au syndicat Santé sociaux 67 de nous permettre d'aborder le sujet de la perte d'autonomie. C'est en effet un engagement **fort** de notre résolution et de notre projet de société, que d'affirmer la nécessité de penser l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie.

La 5^{ème} branche a bien été créée, mais sans financement. Et Laurent le disait dans sa réponse hier, l'état du secteur du grand âge et de la perte d'autonomie nécessite un investissement massif **pour la dignité des personnes**, qu'elles soient **professionnelles, usagers ou aidants**.

Secteur des ehpad, accompagnement à Domicile, **tout** craque, et demande un financement considérable, ce que nous prévoyons par de la CSG, ... malheureusement limitée par le remboursement de la dette sociale.

Mais, - comme Marlène (UTR11) le disait-, le reste à charge doit aussi nous préoccuper. Aujourd'hui, c'est environ 1700 €/mois en ehpad, soit bien plus que la retraite moyenne. Dit autrement, si on ne finance pas spécifiquement ce reste à charge, alors on grignote **OBLIGATOIREMENT** le capital, de la personne en perte d'autonomie, et bien souvent de ses proches. Alors bien sûr, on peut mobiliser de l'aide sociale, mais l'aide sociale à l'hébergement (ASH) et l'aide sociale à domicile sont reprises sur les héritages..

Je le disais, le reste à charge moyen en ehpad est de 1700€ / mois. Selon l'insee, si le nombre de personne en perte d'autonomie diminue, la durée de vie en perte d'autonomie augmente. Elle est aujourd'hui de plus de 3 ans dont 1 an et demi en ehpad. Cela représente a minima un reste à charge moyen de 30 600 euros, supérieur aux 20 000 euros qui représentent l'héritage médian. **Bref, pour plus de 50% des français, la perte d'autonomie annule l'espérance de transmission : pour eux , , le premier euro est aussi le dernier , et même, il n'y a pas de premier euro!**

Allons, supposons même, que cette personne soit dans un ehpad moins couteux, que la moyenne et qu'elle n'ait eu que la moitié soit 15 000 euros de reste à charge. Faisons un calcul rapide, le prélèvement lié à notre

Colère: Enfin, comment peut-on ^{à tort} et demander + de services publics, + de protection sociale, + de moyens pour le réaliser et ~~ne~~ ne pas souhaiter 1 proposition qui on l'a vu s'applique ~~sur tout~~ avant tout aux plus ^{hauts} patrimoine, voire quasi exclusivement? Il me semble l'avoir démontée.

Et puis ^{au fond,}
des que dit notre proposition pour
des sommes plus ~~raisonnables~~, plus communes
un héritage de 5000 € serait amputé de 50 €
5000 € Patrimoine. 500 € ←
on est loin de la spoliation!

② Notre proposition est celle qui lèse le moins
les ménages parce qu'elle n'ampute pas leur
revenu habituel ~~et~~ leur pouvoir d'achat. Elle
diminue ^{un peu} ^{un peu} incertain - qui sait s'il doit hériter
de 100 000 ou 10 000 €?
En fait l'enjeu de ce débat est grand, ~~et~~ 1er €

l'impact de notre mesure ? conduirait à considérer les legs qui ne seraient plus que. (2)

proposition de taxer les revenus dès le premier euro ne lui serait défavorable que si elle envisageait de léguer plus de 1 million 500 mille euros à ses descendants ! ~~Son legs~~ *Impact conduirait à considérer le legs* ne serait plus alors que de 1 million 485 mille euros. Je comprends la frustration de ses descendants, et potentiellement la vôtre ... , même si, je ne sais pas si nous sommes nombreux ici à être dans ce cas ☺. *A Et puis*

Il en va de cet amendement
En fait, autour de l'héritage, il y a **une bataille idéologique à mener** après des décennies où l'on nous a martelé comme une évidence le ras le bol fiscal ! Aujourd'hui, le poids des héritages augmente, **mais surtout en renforçant les inégalités**, car les inégalités de patrimoines se sont amplifiées, et sont beaucoup plus fortes que les inégalités de revenu, **35 fois** plus fortes. Cela plaide pour taxer à partir du premier euro. Ce que le système fiscal Français, s'ingénie à ne pas faire, au prétexte de « protéger les petites successions », ce qui, ... en fait, ... multiplie les échappatoires qui profitent aux plus grosses successions et donations : petit tour d'horizon ... :

Les enfants qui héritent de leur parent bénéficient d'un abattement de 100 000 € par parent (150 000 si la mesure projetée dans le programme présidentiel est appliquée). A qui cela profite-t-il ? ... aux plus aisés car les plus pauvres transmettent peu. L'héritage médian est de 20 000 euros. Ainsi le système fiscal français permet de transmettre 400 000 euros d'héritage à ses 2 enfants sans qu'ils n'aient à payer d'impôts sur succession. Et c'est plus de 1 million d'euros s'ils effectuent des donations de leur vivant, ce qu'on peut faire à plusieurs reprises. En réalité, en France, trois quart des transmissions sont exonérées.

En matière d'héritage comme dans bien d'autres domaines, **le système fiscal français est hypocrite**. Il affiche des taux élevés d'imposition qui font peur aux petits contribuables ... alors que ces taux ne s'appliquent presque jamais. C'est cette hypocrisie que le texte initial déconstruit. Car cette situation est au cœur... de la reproduction des inégalités.

Mais à cette injustice, se rajoute en matière de perte d'autonomie, une forme d'... « **antisolidarité** » : **pour protéger les mécanismes de transmissions, dont nous avons vu qu'ils profitaient aux plus aisés, on accepterait d'amputer fortement la transmission des seules personnes qui seront atteintes de perte d'autonomie ?** *Colère*

La proposition que nous faisons, de répartir sur l'ensemble des transmissions le poids de ce risque est juste, elle est responsable, elle est solidaire. Elle refuse les inégalités. Elle refuse l'asphyxie des proches

③

lorsque quelqu'un rentre en ehpad. **En bref, elle refuse de laisser la loterie de la vie décider de la capacité à transmettre.**

Je vous invite à rejeter massivement l'amendement.